

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Prestations conseils en ressources humaines Filière Bois

Date : jeudi 05 juillet 2018

Heures de limite des offres : 12 heures (Martinique GMT-4)

N° du CCP : 2018/06/001

Martinique Développement

Rue du gouverneur Ponton Place Lafcadio Hearn, Immeuble FOYAL 2000,
97200 FORT DE FRANCE

SOMMAIRE

1.	OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITION GENERALE	3
1.1	Objet	3
1.2	Type de procédure.....	3
1.3	Découpage en lots	3
2.	DUREE ET DELAI D’EXECUTION.....	3
2.1.	Durée du marché	3
2.2.	Délai d’exécution	3
2.3.	Prolongation des délais d’exécution	3
3.	PIECES CONTRACTUELLES.....	3
4.	CONDITIONS D’EXECUTIONS DES PRESTATIONS.....	4
4.1.	Lieu d’exécution	4
4.2.	Modalité de suivi	4
4.3.	Commandes.....	4
6.	CONSTATIONS DE L’EXECUTION DES MARCHES	5
6.1.	Contenu des prix.....	5
6.2.	Forme des prix	5
7.	REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE.....	5
7.1.	Avance	5
7.2.	Echéancier des paiements.....	5
7.3.	Modalité de transmission des demandes de paiement	6
8.	PENALITES.....	7
8.1.	Pénalité de retard.....	7
8.2.	Pénalité pour travail dissimulé	7
9.	SOUS TRAITANCE	7
10.	ASSURANCE	7
11.	RESILIATION	8
12.	LITIGES	8
13.	CLAUSES COMPLEMENTAIRES.....	8
14.	DEROGATIONS AUX CCAG/PI.....	8
15.	CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES	9

1. OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITION GENERALE

1.1 Objet

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières concernent la réalisation de l'accompagnement d'entreprises de la filière bois dans le cadre la prestation conseil en ressources humaines TPE-PME.

1.2 Type de procédure

La procédure de passation est la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

1.3 Découpage en lots

Le marché n'est pas découpé en lots

2. DUREE ET DELAI D'EXECUTION

2.1. Durée du marché

Le marché est conclu à compter de la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2018.

2.2. Délai d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés conformément aux stipulations contenues dans le Cahier des Clauses Particulières.

2.3. Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par Martinique Développement dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/PI.

3. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont les suivants :

-l'acte d'engagement

-le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C..P)

-l'offre technique du titulaire

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations

Intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009. L'option retenue est l'option A.

4. CONDITIONS D'EXECUTIONS DES PRESTATIONS

4.1. Lieu d'exécution

L'exécution des prestations aura lieu dans les entreprises de de la filière bois sur l'ensemble du territoire de la Martinique.

4.2. Modalité de suivi

Conformément à l'article 3.3 du CCAG/PI, Martinique Développement désignera des représentants chargés du suivi de l'exécution dudit marché. Il est l'interlocuteur du ou des représentant(s) du titulaire mentionné(s) au paragraphe suivant. Il répond à toute question d'ordre technique et organisationnel et sert d'intermédiaire pour tout point d'ordre administratif et juridique qui pourrait se poser au cours de l'exécution du marché.

Le titulaire désigne nommément dans son offre un ou des intervenant (s) en charge de l'exécution du marché cadre.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement du ou des intervenant(s) nommément désigné, l'article 3.4.3 du CCAG/PI s'applique en totalité. En cas d'empêchement définitif, le titulaire doit en aviser immédiatement Martinique Développement et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

4.3. Commandes

Les prestations d'accompagnement sont adressées à chaque titulaire par écrit (courrier, mail, télécopie) établis par les représentants chargés du suivi du marché.

Les commandes comporteront à minima les informations suivantes :

- Désignation des prestations : nature et description
- Les coordonnées de l'entreprise concernée
- Délai d'exécution de la prestation

Les commandes seront passées en fonction des besoins.

Les commandes peuvent être adressées dès la notification et jusqu'à l'expiration du marché. A l'expiration du marché, aucune demande de prestation ne pourra être émis, mais l'exécution des prestations de commandes déjà émis sera poursuivie jusqu'à leur terme.

6. CONSTATIONS DE L'EXECUTION DES MARCHES

Les dispositions des articles 26 et 27 du CCAG PI sont applicables.

Par dérogation à l'article 26.2 du CGA/PI, Martinique Développement dispose d'un délai maximum de 15 jours ouvrés comptés à partir de la date de réception des livrables pour procéder à la vérification de chaque livrable. Cette vérification a pour but de constater la conformité de celui-ci avec les spécifications décrites dans le présent CCP et dans l'offre du titulaire.

Les opérations de vérification de la conformité sont effectuées par les chargés du suivi de l'exécution du marché de Martinique Développement.

En cas de conformité, la réception des prestations est notifiée par écrit (mail, courrier, télécopie).

En cas de non-conformité, les remarques sont notifiées par écrit (mail, courrier, télécopie) sous un délai de 8 jours.

Par dérogation à l'article 3.2 du CCGA/PI le titulaire du marché dispose d'un délai maximum de 5 jours à compter de cette notification pour présenter une version corrigée. Martinique Développement dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder à la conformité de la prestation.

6.1. Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG/PI, les prix sont réputés complets. À ce titre, ils comprennent l'ensemble des frais liés à l'exécution de la mission y compris les frais généraux, les frais d'assurance, les frais de transports aériens, de déplacement, d'hébergement, de cession de droits, et toutes les charges fiscales et parafiscales y compris les taxes spécifiques aux départements d'outre-mer et autres frappant obligatoirement la prestation.

6.2. Forme des prix

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché. Ces prix doivent couvrir l'ensemble des dépenses engagées par les prestataires. Ils sont exprimés en journées.

7. REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

7.1. Avance

Il y a application des dispositions de l'article 110 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

7.2. Echancier des paiements

Les prestations sont payées après constatation du service fait.

La convention conclue entre le titulaire et Martinique Développement fixera les conditions de paiement à l'issue de chaque phase d'accompagnement.

7.3. Modalité de transmission des demandes de paiement

La facturation par le titulaire interviendra après exécution des prestations, et attestation du service fait délivrée par les représentants chargés du suivi de l'exécution du marché .

Outre les mentions légales, les factures doivent comporter les indications suivantes :

- le numéro et la date de notification ;
- les références de la commande ;
- la mention acompte ou solde, le cas échéant ;
- les dates de réalisation des prestations ou de réception des livrables ;
- les références des prix unitaires, les quantités et montants HT ou les références du prix forfaitaire et son montant ;
- les montants HT et TTC de la facture ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- l'identité bancaire du titulaire.

Les factures sont adressées à :

MARTINIQUE DEVELOPPEMENT

Rue du gouverneur Ponton, place Lafcadio Hearn, Immeuble Foyal 2000, 97200 Fort de France

Les pénalités dont le titulaire serait redevable au titre de l'article 8 ci-dessus seront déduites du montant TTC de la facture ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

Les retenues dont le Titulaire serait redevable au titre des pénalités prévues à l'article 11 ci-dessous seront déduites du montant hors taxes de la facture ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

Délai de règlement

En application de l'article 1 du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique modifié par l'article 183 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 , les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Intérêts moratoires

Il est rappelé que les article 7 8 9 et 10 du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique s'appliquent.

8. PENALITES

Il est rappelé que les dispositions de l'article 14 du C.C.A.G.- P.I. s'appliquent.

8.1. Pénalité de retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI

En cas de non restitution des documents remis dans les délais, une pénalité de 250 euros par jour calendaire de retard sera appliquée. Les pénalités de retard sont exigibles sans mise en demeure et sur simple constat dès le lendemain du jour où les délais ont expiré.

8.2. Pénalité pour travail dissimulé

Dans le cas où Martinique Développement, au cours de l'exécution de contrat, est informé par un agent de l'inspection du travail que son cocontractant titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il sera dans l'obligation, après mise en demeure, d'appliquer une pénalité de 10% du montant du marché en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

Cette pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser sa situation irrégulière, le cocontractant titulaire du marché, n'apporte pas à Martinique Développement la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. A défaut de correction Des irrégularités signalées dans le délai de quinze jours, Martinique Développement en informe l'agent de l'inspection du travail auteur du signalement et peut appliquer les pénalités.

9. SOUS TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles 133 à 137 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. La sous-traitance totale du marché est interdite.

10. ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du présent marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de Martinique Développement et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

11.RESILIATION

Les dispositions des articles 29 à 36 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Prestations intellectuelles (PI) sont applicables au présent marché.

Dans le cas d'une résiliation unilatérale de Martinique Développement, le marché sera résilié après un préavis de quinze jours date à date, notifié au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal. Le paiement des prestations se fera au prorata des prestations réellement exécutées.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG PI, la décision prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général ne donnera pas lieu au versement d'une indemnité.

12. LITIGES

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige seul le Tribunal Administratif de Fort-de-France est compétent.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

13.CLAUSES COMPLEMENTAIRES

13.1. Confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux informations et documents recueillis au cours de l'exécution des prestations conformément aux règles de déontologie professionnelle applicables en la matière.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire comme à ses sous-traitants éventuels.

Elle s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Cette obligation s'applique au contenu des documents ou informations qui seraient transmis au Titulaire à l'occasion du présent marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature et sur quelque support que ce soit dont le Titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

13.2. Protection des données à caractère personnel

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties du marché s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« le règlement européen sur la protection des données »).

14.DEROGATIONS AUX CCAG/PI

Articles du CCAG Prestations Intellectuelles auxquels il est dérogé et intitulé des articles du CCP par lequel sont introduites ces dérogations :

L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG PI;

L'article 6 du CCP déroge à l'article 3.2 du CCAG/PI et à l'article 26.2 du CGA/PI

L'article 8.1 du CCP déroge à l'article l'article 14.1 du CCAG-PI

L'article 11 du CCP déroge à l'article 33 du CCAG/PI.

15. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

15.1. Contexte

Martinique Développement est une association loi 1901. C'est un outil opérationnel de la CTM au service des entreprises et de l'attractivité du territoire. Elle contribue depuis près de 40 ans à l'animation du territoire et à l'amélioration de l'environnement économique avec un objectif clairement défini, la compétitivité des entreprises martiniquaises.

Martinique Développement a pour mission de :

- Etre un partenaire de premier ordre de l'ensemble des acteurs économiques
- Accompagner à la création et développement d'entreprise et d'emploi
- Promouvoir et mettre à disposition des réseaux d'experts
- Structurer des filières et des secteurs d'activités
- Anticiper et accompagner les mutations de l'offre territoriale

Martinique Développement est mandatée par la DIECCTE pour assurer la gestion de la prestation « conseil en RH » en faveur de la filière bois dans le cadre de l'instruction N°DGEFP/MADE/2016/66 du 8 mars 2016.

En effet, Depuis plusieurs années, les entreprises appartenant à la filière Bois de la région Martinique sont confrontées à de multiples défis, faute d'avoir su anticiper les mutations socio-économiques majeurs et notamment la formation continue et l'évolution des compétences des salariés et leur adaptation aux nouveaux besoins des entreprises et des marchés, le renouvellement des salariés les plus âgés,

15.2. Description de la prestation attendue

Le titulaire du marché aura pour mission l'accompagnement d'environ 15 entreprises de la filière bois dans le cadre du dispositif prestation de conseil en ressources conformément à l'article dans le cadre de l'instruction N°DGEFP/MADE/2016/66 du 8 mars 2016 sur l'ensemble du territoire de la Martinique de juillet à décembre 2018. Il s'agira d'un accompagnement court et opérationnel d'une **durée maximum de 5 jours**.

L'intervention consiste en un ensemble d'actions qui contribuent à améliorer la qualité des emplois et la politique de RH. Il s'agit d'identifier la problématique RH à travers les problèmes évoqués par l'entreprise (organisation de l'entreprise, management, montées en compétences des collaborateurs, recrutement...) et les leviers d'action en vue de la préparation du plan d'action ou de la co-construction de solutions.

Sur la base de ce diagnostic, le titulaire du marché construira l'accompagnement sur les dimensions ci-dessous :

- **Intégration des ressources humaines dans la stratégie globale de l'entreprise :**

- identification et levée des freins à la décision d'embauche/ évaluation des « risques » RH ;
- identification du potentiel de création d'emploi et de pérennisation des contrats de travail ;
- appui au processus de recrutement (définition des profils de poste, coût du recrutement, conduite de l'entretien de recrutement, identification des candidats et diversification des critères de recrutement (ex. seniors), construction de parcours pour faciliter les recrutements (ex. préparation opérationnelle à l'emploi);

...

- **Professionnalisation de la fonction RH :**

- professionnalisation du dirigeant en matière RH et en management ;
- mise en place de tiers employeur dans le cadre d'un collectif d'entreprises (par exemple groupements d'employeur) ;
- sensibilisation/formation aux relations sociales, notamment lors de passage des seuils sociaux.

15.3. Modalités d'exécution de la prestation attendue

15.3.1. Préparation

Une à deux réunions de cadrage seront réalisées avec le prestataire sélectionné permettant de définir les modalités de mise en œuvre de la mission : contenu et modalité détaillée du diagnostic...

15.3.2. Phase opérationnelle

Les différentes phases de l'accompagnement :

- **Un diagnostic de l'entreprise**

Le titulaire du marché s'attachera à identifier la problématique Ressources Humaines à travers les problèmes exprimés par l'entreprise (difficulté à recruter et à identifier les besoins de compétences, turn-over, tensions au sein des équipes par exemple), ainsi que les leviers d'action en vue de la préparation du plan d'action et de la co-construction de solutions.

L'objectif est de proposer à l'entreprise un plan d'actions opérationnel et immédiatement mobilisable, en lien avec tous les acteurs de l'entreprise (direction-salariés), répondant aux problématiques RH.

Cette phase est en moyenne de 0, 5 jour mais peut aller jusqu' à une journée selon la taille de l'entreprise, la complexité des problématiques rencontrées.

- **Rédaction d'un rapport de synthèse (diagnostic, plan d'action)**

A l'issue du diagnostic, le titulaire du marché, pour chaque entreprise accompagnée, rédige un rapport d'évaluation qui intègre son diagnostic et le plan d'action opérationnel préconisé pour répondre aux différents enjeux en matière de ressources humaines de l'entreprise. Ce rapport tiendra des remarques du dirigeant d'entreprise, de la stratégie et des ressources et de l'entreprise.

Ce rapport de synthèse sera adressé à l'entreprise et à Martinique Développement.

- **Accompagnement de l'entreprise**

La prestation d'accompagnement permet de guider concrètement à la mise en œuvre du plan d'action opérationnel établi dans le cadre d'un diagnostic.

Elle peut concerner le dirigeant d'entreprise même s'il n'est pas salarié mais aussi un ou plusieurs salariés de l'entreprise occupant une fonction de direction, ou, à défaut de responsabilité et de décision dans les champs couverts par les différents volets du dispositif (organisation et management, gestion des ressources humaines, analyse et anticipation des besoins en emplois et en compétences).

Le nombre de jours de conseil est fixé par Martinique Développement en lien avec l'entreprise sur proposition du titulaire du marché.

En cas de problématiques communes aux entreprises, des accompagnements collectifs peuvent compléter l'accompagnement individuel.

15.3.3. Clôture

En fin d'action, le titulaire du marché élabore un rapport de synthèse mentionnant, pour chacune des entreprises accompagnées, les enjeux identifiés et les principales préconisations avancées.

15.4. Nature des livrables attendus

Phase de la prestation attendue	Livrables
Préparation de la prestation	-une note de cadrage générale, -le planning général -une trame du rapport de diagnostic et plan d'action
Phase opérationnelle de la préparation	-Rapport de synthèse du diagnostic RH pour chaque entreprise -plan d'actions opérationnel détaillé (description, objectif, délai, moyens, coût) pour chaque entreprise -rapport détaillant état d'avancement du plan d'action, détail des livrables (outils et méthodes) -compte rendu synthétique des entretiens avec les chefs d'entreprise et émargement
Clôture de la prestation	- un rapport de synthèse de l'action auprès des entreprises accompagnées

15.5. Suivi de la prestation

En plus des réunions prévues dans la phase de préparation, des réunions peuvent être planifiées jusqu'à la fin de la prestation.